


CONTRAT D'ACCES AUX LIGNES FTTH DE DEBITEX TELECOM

DEPLOYEES EN DEHORS DES ZONES TRES DENSES

ANNEXE 12 – PLAN DE PREVENTION DES RISQUE

ELEMENTS RELATIFS A LA SECURITES ET A LA SANTE DES PERSONNES INTERVENANT SUR LES CABLAGES FTTH

SOMMAIRE

1.	Introduction.....	4
2.	Prévention des risques.....	4
	Référence.....	4
	Textes réglementaires de référence	4
3.	Exigences DEBITEX TELECOM.....	5
3.1	Plan d'actions sécurité au travail.....	5
3.2	Accidents ou incidents grave	5
3.3	Analyse de risque et mode opératoire	5
3.4	Les principaux risques de l'activité liée au contrat.....	5
4.	Contrôles et Audit.....	6
5.	EXEMPLE DE PLAN DE PREVENTION	6
	CONSIGNES GENERALES TOUTES ENTREPRISES.....	9
	En lieu et place du présent plan de prévention et avant le commencement des travaux, une visite d'inspection commune préalable (VICP) et un Plan de Prévention spécifiques seront réalisés pour chacun des cas suivants :.....	9
		9
✓	Des emprises spécifiques (ferroviaire, fluviale, portuaire, industrielle,...).....	9
✓	Des études et/ou travaux en terrasse sans protection collective (risque de chute de hauteur).....	9
✓	Des travaux sur des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante	9
✓	Des travaux de génie civil (autre que les petits travaux de génie civil < 2 jours)	9
✓	Intervention de nuit sur nacelle entre 18h00 et 8h00	9
✓	Travaux Sous Tension (TST).....	9
✓	Travaux dangereux entrant dans le cadre de l'arrêté du 19/03/1993 (R 4512-7)9	9
▪	Malgré la vigilance apportée à l'élaboration de ce document, il est demandé expressément, aux entreprises intervenantes (entreprises extérieures et sous-traitants) de signaler tout nouveau risque ou cas d'exclusion qui n'aurait pas été identifié lors de la rédaction de ce document ou qui serait postérieurement à celle-ci.....	9
▪	Il appartient à l'Entreprise Extérieure Intervenante de contrôler systématiquement à chaque intervention, la nature des travaux et d'informer DEBITEX TELECOM de toutes nouvelles tâches non identifiées dans le chapitre « TABLEAU DES OPERATIONS DES ENTREPRISES INTERVENANTES ».....	9

CONSIGNES GENERALES TOUTES ENTREPRISES	10
TABLEAU DES OPERATIONS DES ENTREPRISES INTERVENANTES.....	11
Points généraux évoqués pour l'ensemble des entreprises réalisatrices :.....	28

1. HINTRODUCTION

Dans le cadre du respect de la réglementation Sécurité et santé au travail, cette annexe rappelle les exigences envers l'Opérateur Commercial signataire d'un Contrat d'Accès aux Lignes FTTH de DEBITEX TELECOM (ci-après désigné le Contrat) y compris Maîtres d'œuvres, Entreprises extérieures et sous-traitants, le rôle et les obligations du chef de l'entreprise ci-après désignée «OPERATEUR COMMERCIAL» ou « ENTREPRISE EXTERIEURE ».

Ce document doit être annexé à tout contrat, marché ou commande conclu avec un OPERATEUR COMMERCIAL intervenant sur les infrastructures du réseau de DEBITEX TELECOM dans le cadre du Contrat précité et à l'occasion du raccordement d'un Local FTTH.

2. PREVENTION DES RISQUES

Référence

DEBITEX TELECOM agissant selon les cas en tant que donneur d'ordre maître d'ouvrage ou entreprise utilisatrice doit respecter et faire respecter l'ensemble de la réglementation applicable à la sécurité et la santé des personnes pour toute intervention sur les sites ou emprises techniques de la direction des Réseaux et Services Informatique.

Textes réglementaires de référence

- Décret N° 92-158 du 20/02/1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- Décret N°2008- 244 du 7 mars 2008, code du travail articles R4511-1 et suivants.
- Décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil modifiant le Code du Travail
- Loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 Modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civile en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs.
- Décret 88-1056 du 14 novembre 1988 est remplacé par :
 - Décret **n°2010-1016** sur les obligations de l'**employeur** pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail et ses arrêtés d'application.
 - Décret **n°2010-1017** sur les **obligations** des maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs en matière de conception et de réalisation des installations électriques et ses arrêtés d'application.
 - Décret **n°2010-1018** portant diverses dispositions relatives à la **prévention des risques** électriques dans les lieux de travail et ses arrêtés d'application.
 - Décret **n°2010-1118** relatif aux **opérations sur les installations électriques** ou dans leur voisinage et ses arrêtés d'application.
 - Arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

L'« OPERATEUR COMMERCIAL» s'engage à avoir pris connaissance et respecter ou faire respecter la réglementation en vigueur applicable pour l'ensemble des prestations qu'il est amené à réaliser dans le

cadre du contrat. L'OPERATEUR COMMERCIAL aura les mêmes exigences envers ses propres sous-traitants éventuels.

3. EXIGENCES DEBITEX TELECOM

3.1 Plan d'actions sécurité au travail

L'OPERATEUR COMMERCIAL s'engage à fournir un plan d'action santé et sécurité au travail.

Ce plan doit comprendre, pour la partie sécurité et santé au travail la présentation des dispositions détaillées pour assurer le respect de la réglementation en vigueur et des exigences particulières aux prestations définies dans le cahier des charges.

Il s'agit des dispositions techniques, opérationnelles, et de management mises en œuvre en matière d'hygiène et sécurité par l'OPERATEUR COMMERCIAL pour la réalisation du Contrat. Ce plan a pour but de démontrer à DEBITEX TELECOM l'aptitude de l'OPERATEUR COMMERCIAL à satisfaire aux exigences en matière de sécurité et santé au travail et doit comprendre la présentation des dispositions détaillées prises pour assurer le respect de la réglementation en vigueur.

L'OPERATEUR COMMERCIAL aura les mêmes exigences envers ses propres sous traitants éventuels. Dans ce cas, les plans d'action santé et sécurité au travail devront également intégrer spécifiquement les dispositions techniques, opérationnelles, et de management mise en œuvre par l'OPERATEUR COMMERCIAL dans le cadre des prestations sous traitées.

Sur demande de DEBITEX TELECOM, l' OPERATEUR COMMERCIAL devra également transmettre les plans d'action santé et sécurité au travail des entreprises auxquelles ce dernier a confié des activités en sous-traitance.

Pour la bonne maitrise des sous-traitants, la sous-traitance de rang 3 est interdite.

3.2 Accidents ou incidents grave

L'OPERATEUR COMMERCIAL, s'engage à informer DEBITEX TELECOM sous 48 Heures de l'implication d'un de leurs collaborateurs ou de leurs sous-traitants dans un incident grave sur une emprise ou un chantier DEBITEX TELECOM. L'OPERATEUR COMMERCIAL s'engage à fournir les moyens et les éléments nécessaires pour l'établissement d'une réunion d'analyse permettant l'élaboration d'un arbre des causes et d'un plan d'action sous 5 jours ouvrés.

3.3 Analyse de risque et mode opératoire

L'OPERATEUR COMMERCIAL, s'engage à fournir à DEBITEX TELECOM les analyses de risque et modes opératoire pour chaque type d'opération.

3.4 Les principaux risques de l'activité liée au contrat

- **Le risque routier**, très présent dans cette activité, nécessite une approche globale non spécifique à l'activité Télécom.

- **Risques liés à des travaux sur voie publique:**

La signalisation temporaire d'approche et de position du chantier doit être réglementaire et adaptée aux circonstances (caractéristiques de la voirie, la nature de la situation rencontrée, l'emplacement, la visibilité, les horaires d'intervention, l'importance du trafic,...) qui l'imposent afin d'assurer la sécurité des usagers et des agents, sans contraindre de manière excessive la circulation publique.

L'OPERATEUR COMMERCIAL se conformera donc à la réglementation et aux exigences de l'autorité de police de la chaussée ou du gestionnaire de la voie.

- Le risque lié à la Co activité.

Même pour un chantier de courte durée, plusieurs corps d'état peuvent intervenir simultanément. Il convient donc que l'OPERATEUR COMMERCIAL prenne systématiquement en compte la co activité, y compris aux abords d'un autre chantier.

- Les risques liés au travail en hauteur. Les situations de **travail en hauteur** constituent un des principaux risque lié à l'installation et à la maintenance de raccordements Télécom, rappel réglementaire, l'utilisation d'escabeaux est interdit. **Concernant les appuis communs d'électricité BT/HTA toute ascension ou intervention sur l'ouvrage est exclue en cas d'absence de fixation d'un bandeau de couleur verte sous la nappe du réseau de communications électroniques**

- Les risques liés à l'amiante est le principal risque dans les activités en immeuble. Dans la mesure où le DTA lui aura été préalablement remis par le propriétaire, DEBITEX TELECOM transmettra une copie de ce DTA à l' « OPERATEUR COMMERCIAL » qui devra, suivant le DTA et les travaux projetés, réaliser des repérages amiante avant travaux et être formé (code article R4412-97 et R4412-87).

- Les autres risques-notamment laser, **manutention** et **électricité**- doivent être appréhendés dans une démarche stricte et conforme à la réglementation.

4. CONTROLES ET AUDIT

DEBITEX TELECOM se réserve le droit dans le cadre des prestations confiées à auditer le plan d'action sécurité et santé au travail mis en place par l'« OPERATEUR COMMERCIAL», ainsi que n'importe quel chantier / réalisation en cours d'exécution par l'OPERATEUR COMMERCIAL.

5. EXEMPLE DE PLAN DE PREVENTION

DEBITEX TELECOM se réserve le droit de modifier la trame de plan de prévention en fonction de l'évolution de la réglementation, de l'activité ou des retours terrain.

PLAN DE PREVENTION INFRASTRUCTURES FIBRES OPTIQUES

Conformément aux dispositions du code du travail articles R 4511-1 et suivants

Sauf :

- Les opérations de BTP ou de génie civil selon l'application du décret de décembre 1994 (Coordination SPS)
- Les opérations de chargement/déchargement

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'INTERVENTION

Région / Départements : _____

Nature précise de l'opération

☒ Raccordement ☐ Maintenance ☐ Déploiement

Interventions sur les emprises en :

- Immeubles [tirage de câble, ajout de boîtier]
- Infrastructure fibre passive [Sites techniques]
- Voies publiques/privées [petit Génie Civil < 2 jours, adduction, interconnexion réseau]
- Supports aériens ERDF [Ajout de boîtier]

Validité : 1 an à compter du



Un Plan de Prévention Spécifique sera établi en cas de modification des conditions de sécurité identifiées dans le chapitre « consignes générales toutes entreprises.



ENTREPRISE UTILISATRICE (EU)

Raison Sociale : DEBITEX TELECOM

Représentée par :

Représentée par

Responsable de la délégation représenté par (Nom et Prénom) :

Visa :

ENTREPRISE EXTERIEURE (EE)

Raison Sociale : XXXXX

Adresse :

Nom du Responsable :

Représentée par (Nom et Prénom) :

Effectif lors des interventions:

Prestations :

Visa :

SOUS-TRAITANT [1]

Raison sociale :
Nom du responsable :
Adresse :

Tel :
Effectif lors des interventions :
Prestations :

SOUS-TRAITANT [2]

Raison sociale :
Nom du responsable :
Adresse :

Tel :
Effectif lors des interventions :
Prestations :

SOUS-TRAITANT [3]

Raison sociale :
Nom du responsable :
Adresse :

Tel :
Effectif lors des interventions :
Prestations :

SOUS-TRAITANT [4]

Raison sociale :
Nom du responsable :
Adresse :

Tel :
Effectif lors des interventions :
Prestations :

SOUS-TRAITANT [5]

Raison sociale :
Nom du responsable :
Adresse :

Tel :
Effectif lors des interventions :
Prestations :

CONSIGNES GENERALES TOUTES ENTREPRISES

En lieu et place du présent plan de prévention et avant le commencement des travaux, une visite d'inspection commune préalable (VICP) et un Plan de Prévention spécifiques seront réalisés pour chacun des cas suivants :



- ✓ Des emprises spécifiques (ferroviaire, fluviale, portuaire, industrielle,...)
- ✓ Des études et/ou travaux en terrasse sans protection collective (risque de chute de hauteur)
- ✓ Des travaux sur des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante
- ✓ Des travaux de génie civil (autre que les petits travaux de génie civil < 2 jours)
- ✓ Des interventions dans des locaux techniques de DEBITEX TELECOM sans DIUO
- ✓ Intervention de nuit sur nacelle entre 18h00 et 8h00
- ✓ Travaux Sous Tension (TST)
- ✓ Travaux dangereux entrant dans le cadre de l'arrêté du 19/03/1993 (R 4512-7)

- Les entreprises intervenantes se doivent d'apporter tous les éléments lors de l'analyse de risque et de la rédaction de ce document. Elles s'engagent à annexer à ce plan de prévention leurs modes opératoires sécurité « incluant les tous éléments relatifs aux activités en terme de sécurité ». Elles se doivent respecter les dites modes opératoires.
- Malgré la vigilance apportée à l'élaboration de ce document, il est demandé expressément, aux entreprises intervenantes (entreprises extérieures et sous-traitants) de signaler tout nouveau risque ou cas d'exclusion qui n'aurait pas été identifié lors de la rédaction de ce document ou qui serait postérieurement à celle-ci.
- Il appartient à l'Entreprise Extérieure Intervenante de contrôler systématiquement à chaque intervention, la nature des travaux et d'informer DEBITEX TELECOM de toutes nouvelles tâches non identifiées dans le chapitre « **TABLEAU DES OPERATIONS DES ENTREPRISES INTERVENANTES** »
- De même, il appartient aux Entreprises Extérieures d'informer DEBITEX TELECOM de l'utilisation de tout nouveau sous-traitant.

CONSIGNES GENERALES TOUTES ENTREPRISES

Domaine du risque	Mesures de prévention à la charge de l'Entreprise Extérieure et de ses sous-traitants			
Danger grave et imminent	En cas de danger grave et imminent constaté sur le site, l'Entreprise Extérieure Intervenant et ses sous-traitants feront usage de leur droit de retrait et alerteront immédiatement l'Opérateur DEBITEX TELECOM.			
Conditions climatiques	Avant toute intervention sur le terrain, se renseigner auprès de météo France des conditions climatiques. Ne pas entreprendre d'interventions en cas d'orage. En cas d'arrivée de fortes pluies, remettre en place les tampons et évacuer les lieux.			
Accès au lieu d'intervention	<ul style="list-style-type: none">Faire obligatoirement des demandes à la ville ou au gestionnaire ayant autorité, sur chaque secteur d'intervention, afin d'obtenir les arrêtés de circulation et/ou autorisation de stationnement nécessaires.			
	Type de route	Autorités compétentes		
		Hors agglomération		
		En agglomération		
		Route nationale (RN)	Préfecture	Mairie
		Route départementale (RD)	Conseil général	Mairie
Voie communale (VC)	Mairie	Mairie		
	<ul style="list-style-type: none">Faire les demandes d'interventions auprès de l'Opérateur DEBITEX TELECOM via l'outil ODEON pour les déplacements sur les sites techniques. Avant déplacement sur site, vérifier le classement sécurité (annexe 1) ou la consignation du site puis consulter le DIUO. Quel que soit le type d'emprise (chambres, armoires, locaux techniques,...), respecter les consignes (issue de secours,...)			
Environnement	Etre soucieux de la protection de l'environnement. Signaler toute pollution accidentelle. Éliminer les déchets après toute intervention. Respecter les règles en vigueur.			
Incendie	Il est strictement interdit d'incinérer des déchets et de fumer dans les chambres, armoires ou dans les locaux de l'Opérateur DEBITEX TELECOM. En cas de départs de feu, évacuer immédiatement les lieux et appeler les secours au 18 ou 112			
Co-activité	La co-activité et les travaux en superposition sont interdits. Vérifier l'absence de personnel dans la zone de travaux. En cas de travail avec d'autres entreprises (risques d'écoulement de fluides ou de chute d'objets, livraison à proximité des chambres, de produits chimiques et combustibles notamment, ...), il est demandé à tous les intervenants de s'entendre sur les zones de circulation, l'organisation des tâches pour à éviter la superposition et de vérifier la compatibilité des tâches entre elles. Protéger la zone d'intervention afin d'éviter toute chute de tiers (Café, bar, école, terrasse de café, commerces, Bureau, entreprise...)			
Travailleur Isolé	Le chef de l'entreprise intervenante prend les mesures techniques et organisationnelles pour qu'aucun Intervenant ne se retrouve isolé en un point où il ne pourrait être secouru.			
Sanitaire - Hygiène	Définir un protocole en matière d'hygiène et disposer lors de l'intervention de moyens sanitaires adaptés à la durée et aux types de travaux.			
Mesures d'organisation des secours	Disposer d'une trousse de secours. Maintenir un accès libre en permanence. Prévoir un système de communication entre les équipes et aussi pour prévenir les secours.			
Travaux de nuit (A identifier dans le tableau des opérations des entreprises intervenantes)	Les mesures d'interventions (en particulier éclairage, balisage, protection de chantier, EPI haute visibilité,...) doivent être renforcées lors d'opérations de nuit			
Équipements de Protection Individuelle	Les équipements de travail et de protection doivent être en bon état, réglementairement contrôlés et utilisés.			

TABLEAU DES OPERATIONS DES ENTREPRISES INTERVENANTES

Immeuble

	ENTREPRISE EXTERIEURE + TOUS LES SOUS-TRAITANTS
Etudes	X
Pose/Dépose de boîtes optiques	X
Tirage de fibres	X
Raccordement/Soudure	X
Tests et Mesures	X
Etanchéité	X

Site technique - Armoire de rue

	ENTREPRISE EXTERIEURE + TOUS LES SOUS-TRAITANTS
Etudes	X
Tirage de fibres	X
Infrastructure Fibre	X
Raccordement/Soudure	X
Tests et Mesures	X
Etanchéité	X

Voirie public-privée

	ENTREPRISE EXTERIEURE + TOUS LES SOUS-TRAITANTS
Etudes	X
Tirage de fibres	X
Raccordement/Soudure	X
Tests et Mesures	X
Etanchéité	X
Transport de matériel	X
Débroussaillage	X
Ouverture de chambres	X
Pompage- nettoyage	X
Aiguillage	X
Mandrinage	X
Dépose de fibre	X
Percussion de chambres	X
Pose de boîtes optiques	X
Dépose de boîtes	X






Poteau ERDF

	ENTREPRISE EXTERIEURE + TOUS LES SOUS-TRAITANTS
Etudes	X
Ajout de boîte	X
Raccordement/Soudure	X
Tests et Mesures	X

Important : La partie « Poteau ERDF » ne pourra pas être cochée uniquement par les entreprises ayant les moyens nécessaires pour intervenir en toute sécurité selon les prescriptions de l'Annexe 4 (*Instruction Permanente de Sécurité (IPS)* de ce plan de prévention).





CONSIGNES PARTICULIERES

Immeuble, Infra fibre (site technique), Voirie public/privée

Nature du risque	Mesures de prévention			
	Applicable :	EU	EE	ST
Pathologiques-biologiques		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	<p>Dans les différents type d'emprises investis par les oiseaux morts, les fientes, les plumes ou avec présence de déjections de rongeurs, des seringues... :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ se munir d'un masque type FFP3 et de vêtements de protection (combinaison jetable, gants jetables, sur-bottes jetables, et lunettes adaptées). <p><u>Ne pas toucher les oiseaux morts et seringues</u></p> <p>Alerter l'EU si vous ne pouvez pas éviter le risque</p>			
Co-Activité		<input checked="" type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST
<p>Avant</p>  <p>Après</p> 	<p>Lorsque vous êtes plusieurs entreprises intervenant sur un chantier de construction neuve ou de réhabilitation, des règles spécifiques à la coordination de vos activités et à la prévention des risques de Co activité s'appliquent. Il est indispensable de les maîtriser.</p> <p>Si plusieurs entreprises se retrouvent dans un espace restreint un plan de prévention spécifique sera établi pour gérer cette Co activité afin de délimiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✚ les zones d'interventions ✚ Les priorisations sur les opérations <p>Important : Dans le cadre des opérations de bâtiment ou de génie civil faisant l'objet d'un chantier clos et indépendant, un coordonnateur SPS est obligatoire.</p>			
Accès site Technique		<input type="checkbox"/> EU	<input type="checkbox"/> EE	<input type="checkbox"/> ST
 	<p>Avoir une demande d'accès valide La date du démarrage des travaux doit être validée par DEBITEX TELECOM.</p> <p>Avant déplacement sur site, vérifier le classement sécurité (annexe 1) ou la consignation du site puis consulter le DIUO.</p> <p>Respecter le cheminement indiqué dans le DIUO.</p> <p>Ne jamais encombrer les zones de circulation Etre vigilant, en particulier dans les espaces de gabarit réduit et en présence d'objets saillants (port des EPI adaptés : casque, gants, chaussures, etc...)</p> <p>➤ Avoir une habilitation d'ordre non électrique</p>			

CONSIGNES PARTICULIERES

Immeuble ,Infra fibre (site technique), Voirie public/privée

Nature du risque	Mesures de prévention			
	Applicable :	EU	EE	ST
Amiante		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
 	<p>Avant d'accéder dans un bâtiment ou local construit avant le 1 juillet 1997, consulter le Diagnostic Technique Amiante (DTA) à récupérer sous la gestion documentaire LIVELINK.</p> <p>En cas de percement ou de manipulation de dalles de faux-plafond, dans un bâtiment ou local construit avant le 1 juillet 1997, il est impératif de demander le DTA à DEBITEX TELECOM et de faire réaliser un Diagnostic Amiante avant Travaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Percement interdit si amiante (PP Spécifique obligatoire) <p>Faire jouer son droit de retrait si nécessaire, Respecter l'affichage présent sur les sites (NRA, TDF, Silos, hangars agricoles, châteaux d'eau, etc..).</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Personnel formé selon arrêté du 23 février 2012 			
Chute de plain-pied et heurts		<input checked="" type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST
	<p>Port des chaussures de sécurité obligatoire</p> <p>Prévoir un éclairage portatif pour circuler dans les zones insuffisamment éclairées.</p> <p>Ne rien entreposer dans les zones de circulation.</p> <p>Port du casque obligatoire dans les zones présentant un risque de choc au niveau de la tête.</p> <p>Port d'un gilet fluo si risque de renversement (véhicule, train ...)</p>			
OEM		<input checked="" type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST
	<p>Ne pas pénétrer dans le périmètre OEM sans en avoir demandé au préalable la coupure des antennes y compris pour les antennes des opérateurs tiers.</p> <p>Respecter les protocoles inter-opérateur pour les coupures programmées et urgentes.</p> <p>Si présence d'antennes FREE, il faut dans ce cas contacter :</p> <p>Guichet unique : guichet-deploiement-freemobile@iliad.fr</p> <p>Contacts : HO : exploit.radio@free-mobile.fr HNO : supervision@fm.proxad.net</p>			







CONSIGNES PARTICULIERES

Immeuble ,Infra fibre (site technique),Voirie public/privée

Nature du risque		Mesures de prévention			
		Applicable :	EU	EE	ST
Manipulation de faux plafonds et intervention sur chemin de câble			<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	<p>Réaliser la manipulation de faux plafonds ou l'intervention sur chemin de câbles à partir de plates-formes de travail conformes à la réglementation (PIR ou PIRL).</p> <p>Baliser la zone de travail en conséquence.</p> <p>L'utilisation des EPI (chaussures de sécurité, gants anti-coupure et casque ou casquette) est nécessaire.</p>				
Manipulation de faux planchers			<input checked="" type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST
	<ul style="list-style-type: none">- Port des chaussures de sécurité et gants obligatoire- Mettre impérativement une signalétique et un balisage en place.- Prévoir un éclairage portatif pour circuler dans les zones insuffisamment éclairées.- Ne pas déposer, plus de 3 dalles à la fois, tout en retirant que une sur deux avec une ventouse.- Ne rien entreposer dans les zones de circulation.- Port du casque obligatoire dans les zones présentant un risque de choc au niveau de la tête.				
Electrique			<input checked="" type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST
 <p>Exemple : multiprises 230V 16A + protection 30mA</p> 	<p>➤ Respect des procédures de la norme NFC 18 510</p> <p>Le matériel électrique doit être conforme à la réglementation en vigueur et doit être en bon état.</p> <p>Le groupe électrogène, il doit être équipé d'un transformateur d'isolement placé à l'extérieur de la chambre et équipé de disjoncteur haute sensibilité. Il doit être mis à la terre. Utilisation de convertisseur dans véhicule avec protection 30mA.</p> <p>Si le fond de chambre est humide, ne pas rester dans la chambre en utilisant des appareils électriques</p> <p>Disposer des habilitations électriques, d'outils isolés et EPI adaptés à la tâche à réaliser.</p> <p>Si les ouvrages ne sont pas équipés d'éclairage fixe. L'éclairage se fera avec des moyens mobiles apportés par l'entreprise réalisatrice</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Adapter son éclairage en fonction de son intervention				

CONSIGNES PARTICULIERES

Immeuble, Infra fibre (site technique), Voirie public/privée

Nature du risque	Mesures de prévention			
	Applicable :	EU	EE	ST
Ouvrage inondés		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
 	<p>Les chambres sur voirie : En cas de présence d'eau dans la chambre : Vidée la chambre pour éviter les risques de blessures et cela avant le départ des travaux</p> <p>L'évacuation des eaux devra être réalisée vers les réseaux d'évacuation d'eau pluviale à l'aide d'une pompe à eau.</p> <p>Prévoir le port d'EPI adaptés à l'intervention</p> <p>Privilégier la pose ou la récupération de la boîte optique depuis le sol sans descendre dans la chambre.</p> <p>Les locaux techniques (chaufferie, baie télécom...) :</p> <p>➤ Ne jamais intervenir dans un local technique inondé.</p>			
MANUTENTION		<input checked="" type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST
 <p>Exemple de marteau à plaque</p>  <p>Exemple de tampon d'égout</p>  <p>Exemple outil de levage « SLV équipement »</p> 	<p>Utiliser des outils appropriés au levage des plaques de chambre. Dans ce type d'ouvrage, utilisation de marteaux à plaques anti déflagrant.</p> <p>Porter des EPI antichoc/anti-coupure/anti-poussière/anti écrasement et un éclairage électroportatif + un éclairage de secours.</p> <p>Retirer totalement les tampons fonte au-dessus du trou.</p> <p>Privilégier la dépose de la plaque en périphérie de la zone ouverte. Le stockage des tampons se fera dans l'emprise d'intervention. Protéger les chambres ouvertes et les matériels stockés pour éviter toute chute d'intervenants ou de tiers.</p> <p>Mettre à disposition des moyens d'aides à la manutention des charges, en fonction de la charge, de la nature des sols, des locaux et de l'encombrement des matériels à manutentionner (Diable, transpalette). Utilisation de matériel adapté.</p> <p>Si le recours à la manutention manuelle ne peut être évité, limiter l'effort physique et réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.</p> <p>Former les salariés aux risques liés aux manutentions manuelles et aux moyens techniques et humains afin de réduire ou éliminer les risques. (Formation gestes et postures) Utilisation de dérouleurs de touret de câble pour le tirage des câbles.</p> <p>Assurer correctement le stockage des tourets de câbles</p> <p>Port des EPI (Gants, casques et chaussures de</p>			

CONSIGNES PARTICULIERES

Immeuble, Infra fibre (site technique), Voirie public/privée

Nature du risque		Mesures de prévention			
		Applicable :	EU	EE	ST
FURET			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		Établir une liaison radio entre les différents points (chambres à raccorder). Lors de la propulsion d'un furet libre, prévoir l'évacuation de tous les personnels de la chambre de réception			
Gaz ou absence d'oxygène / chambre plafonnée			<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
 <p>O2= Dioxygène CO= monoxyde de carbone H2S= Sulfure d'hydrogène LIE= Gaz combustible</p> 		<p>Chambre plafonnée : Avant ouverture et pendant les travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ventiler et utiliser l'explosimètre (détecteur de gaz) ✚ Descendre l'explosimètre au fond de la chambre et attendre 15 mn ✚ Si absence d'alerte de l'appareil (sonnerie) au bout de 15 mn, l'intervenant peut descendre. ✚ Si l'appareil sonne ? attendre 10 mn avant de refaire descendre l'explosimètre pour une durée de 15 mn. ✚ L'explosimètre sonne encore ? stopper le chantier et alerter DEBITEX TELECOM. ➤ Présence d'un deuxième agent à l'extérieure de l'ouvrage lors des travaux. ➤ Ne pas fumer <p>Sortie égout en immeuble (ex : cave) : Si vous êtes dans une zone de sortie d'assainissement non fermé, utiliser l'explosimètre.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Ne pas intervenir dans le domaine privé sans autorisation des personnes responsable du domaine. 			
Tiers / Piétons			<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
		<p>Utiliser un balisage et une protection appropriée en fonction de l'environnement du chantier. Ne jamais laisser une chambre ouverte sans surveillance si celle-ci n'est pas protégée.</p> <p>Toujours utiliser une signalétique claire et visible.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le ruban de signalisation et les cônes ne sont pas considérés comme des moyens de protection aux personnes. 			




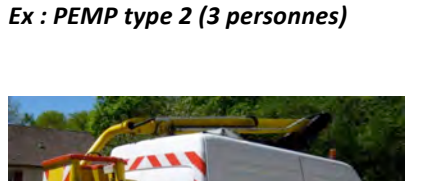
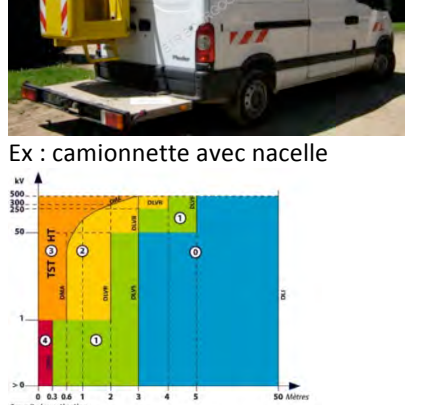
CONSIGNES PARTICULIERES

Immeuble, Infra fibre (site technique), Voirie public/privée

Nature du risque	Mesures de prévention			
	Applicable :	EU	EE	ST
VOISINAGE / DT DICT		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<div><p>La couleur = grillage avertisseur</p><p> Service-Public-Pro.fr Le site officiel de l'administration française</p><p>https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F23491</p><p>Environnement électrique Voir ANNEXE 3</p></div>		<p>Les travaux prévus à proximité de canalisations et réseaux enterrés doivent être déclarés à leurs exploitants, avant leur exécution, au moyen de la déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage, et la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) par l'exécutant des travaux.</p> <p>La demande de renseignement (DR) est envoyée aux exploitants pendant la phase étude. La réponse peut prendre 1 mois. On utilise pour cela le cerfa 14434*01 avec la 1^{ère} colonne DT (déclaration de projet travaux)</p> <ul style="list-style-type: none">• les déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) (cerfa 13619*01 ou cerfa 14434*01) sont envoyés dans les 10 jours par le service travaux, et les exploitants ont 9 jours pour répondre. Sans réponse de l'exploitant, une lettre de rappel est envoyée dans les 3 jours.• la demande d'arrêté de circulation (DA) est adressée à la mairie ou à la DDE lorsque certaines phases de travaux nécessitent l'interruption du trafic		
Travaux en hauteur		<input type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST
<div></div>		<p>Toute intervention sur les appuis aériens s'effectue conformément à la réglementation travaux en hauteur. Quel que soit le moyen utilisé pour le travail en hauteur, la procédure de contrôle préalable des appuis doit être respectée par le sous-traitant.</p> <p>Il est possible d'utiliser une échelle sous certaines conditions:</p> <ol style="list-style-type: none">1. En cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs (type nacelle)2. Si ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas de caractère répétitif <p>Exemple : En cas de raccordement client ou de SAV ponctuel</p> <p>Dans les deux cas, les intervenants seront formés, habilités et munis d'EPI hauteur adaptés et l'échelle utilisée devra respecter les normes en vigueur et être adaptée à la situation</p> <p>Utilisation de la nacelle(PEMP), page suivante.</p>		



CONSIGNES PARTICULIERES

Immeuble, Infra fibre (site technique), Voirie public/privée

Nature du risque	Mesures de prévention			
	Applicable :			
	EU	EE	ST	
Utilisation NACELLE (PEMP=Plateforme Elévatrice Mobile de Personnes)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
 <p>Ex : PEMP type 1</p>  <p>Ex : PEMP type 3</p>  <p>Ex : PEMP type 2 (3 personnes)</p>  <p>Ex : camionnette avec nacelle</p>  <p>Environnement électrique Voir ANNEXE 3</p>	<p>L'engin de chantier sera placé sous l'entière responsabilité de l'entreprise qui possède ou loue le matériel. L'opérateur doit posséder l'autorisation de son employeur pour conduire l'engin. Le chargé de manœuvres sera formé et habilité aux gestes de commandement.</p> <p>La mise en œuvre d'une PEMP (Plateforme Elévatrice Mobile de Personnes) doit dans tous les cas et au minimum se faire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ A deux personnes pour les types 1 et 3 : une manœuvrant la nacelle, à l'intérieur de celle-ci • une seconde, au sol, chargée de veiller au bon fonctionnement de l'opération en fonction du type de la nacelle et d'effectuer les interventions nécessaires à une éventuelle manœuvre de secours. ▪ A trois personnes pour le type 2 : le conducteur du porteur • l'opérateur en plateforme • aide aux manœuvres délicates ou en situation d'urgence <p><u>Dans tous les cas ci-dessus :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vérifier que les conditions météorologiques sont compatibles avec un travail sur une PEMP (en particulier la vitesse du vent) ▪ Vérifier l'état du sol (planéité et résistance) ▪ Lire la notice du constructeur pour ses préconisations. ▪ Après avoir positionné et stabilisé la PEMP, serrer le frein à main et caler le véhicule (qu'il soit ou non équipé de vérins stabilisateurs) : • au moins une cale sur sol horizontal, • les deux roues avant calées ▪ Mettre en place un balisage spécifique autour de l'aire de stationnement et d'évolution de la nacelle et interdire à toute personne étrangère au chantier l'accès à cette zone. ▪ Veiller à ce que le poids total du personnel et du matériel embarqués ne soit pas supérieur à la charge d'utilisation de la PEMP ▪ Ne jamais travailler à proximité d'une ligne électrique sous tension, sans vous être assuré que les dispositions minimales soient respectées (cf. décret du 8 janvier 1965 art. 179). <p>➤ Ne jamais approcher une partie de la PEMP ou un outil à une distance inférieure à : • 3 m si tension < 50000 Volts • 5 m si tension à 50000 Volts</p>			

CONSIGNES PARTICULIERES

Immeuble, Infra fibre (site technique), Voirie public/privée

Nature du risque		Mesures de prévention			
		Applicable :	EU	EE	ST
Chambre plafonnée/profonde			<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	<p>certaines chambres sont équipées d'échelles fixes. Pour les autres chambres, l'accès s'effectue au moyen d'équipements apportés par l'entreprise réalisatrice.</p> <p>L'entreprise intervenante doit s'assurer que l'échelle est adaptée à la chambre et répondre aux normes de sécurité</p> <ul style="list-style-type: none">▪ L'échelle doit dépasser au minimum de 1 mètre de la surface de la chambre pour disposer d'un point d'appui.				
Absence d'éclairage			<input checked="" type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST
	<p>Si les ouvrages ne sont pas équipés d'éclairage fixe. L'éclairage se fera avec des moyens mobiles apportés par l'entreprise réalisatrice</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Adapter son éclairage en fonction de son intervention▪ Les appareils éclairages devront respecter la norme en fonction de l'environnement de travail.				

CONSIGNES PARTICULIERES

Immeuble, Infra fibre (site technique), Voirie public/privée




Nature du risque	Mesures de prévention																	
	Applicable :	EU	EE	ST														
Signalisation temporaire du chantier																		
<div></div> <p>• Hors agglomération</p> <p>• Agglomération</p> <p>Exemples de chantiers : installation de bordures/plaques d'égouts, réfection parcellaire de la voirie, etc.</p> <p>Détail en Annexe 2 de ce plan de prévention</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Schéma : Chantier Fort empiètement➤ Schéma : Chantier fixe avec neutralisation d'une voie et alternat avec sens prioritaire.		<ul style="list-style-type: none">• Port du gilet haute visibilité en toutes circonstances.• Prévoir plaque « service » rouges et blanches, tri flash, et bandes rétro réfléchissantes conforme à l'arrêté du 20/01/87 consolidé le 17 juin 2010). Utilisation du gyrophare et des feux de détresse pour mise en place la signalisation en amont du poste d'intervention.• Au moins une personne de l'équipe doit avoir été informée du balisage à mettre en place en fonction des risques.• La mise en place d'une signalisation temporaire modifiant la signalisation permanente de prescription nécessite que l'on soit en possession d'un arrêté de circulation. <table><tr><th rowspan="2">Type de route</th><th colspan="2">Autorités compétentes</th></tr><tr><th>Hors agglomération</th><th>En agglomération</th></tr><tr><td>Route nationale (RN)</td><td>Préfecture</td><td>Mairie</td></tr><tr><td>Route départementale (RD)</td><td>Conseil général</td><td>Mairie</td></tr><tr><td>Voie communale (VC)</td><td>Mairie</td><td>Mairie</td></tr></table> <ul style="list-style-type: none">• Dans le cas où l'arrêté de circulation n'est pas nécessaire, prévoir la mise en place d'un balisage d'approche information aux usagers sur la situation qu'ils vont rencontrer et un balisage de position (délimitation de chantier) au niveau des zones de travail. La mise en place de protections collectives se fera selon les règles du SETRA (http://dtrf.setra.developpement-durable.gouv.fr ou le guide de la signalisation temporaire de l'OPPBTP (Rubalise interdite, balisage par cônes interdit, chaînes, barrières, AK5, K8, K5a.....) sur toutes les zones de travail. Bien signaler toute déviation de piéton et protéger le parcours dévié.• Stationner, sur des emplacements réservés à cet effet. Dans le cas contraire, obtenir un permis de stationnement. Ne pas stationner sur la voie publique si celle-ci ne dispose pas de plusieurs voies de circulation, interdiction de basculer la			Type de route	Autorités compétentes		Hors agglomération	En agglomération	Route nationale (RN)	Préfecture	Mairie	Route départementale (RD)	Conseil général	Mairie	Voie communale (VC)	Mairie	Mairie
Type de route	Autorités compétentes																	
	Hors agglomération	En agglomération																
Route nationale (RN)	Préfecture	Mairie																
Route départementale (RD)	Conseil général	Mairie																
Voie communale (VC)	Mairie	Mairie																



	circulation sur une voie de circulation en sens inverse. Baliser le véhicule et la zone de travail (K5a ou équivalent, K8 et AK5.....).	
--	---	--

CONSIGNES PARTICULIERES

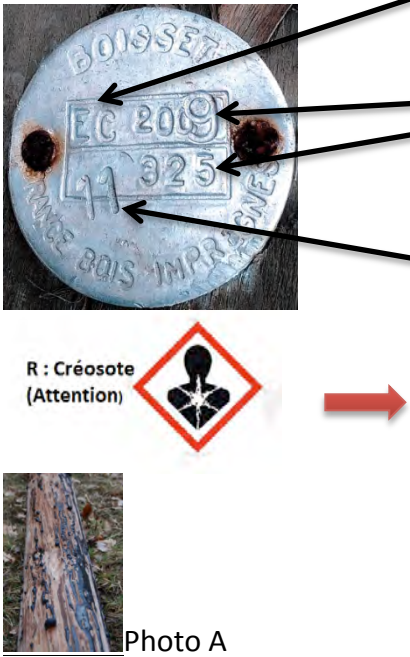



Concernant les appuis communs d'électricité BT/HTA toute ascension ou intervention sur l'ouvrage est exclue en cas d'absence de fixation d'un bandeau de couleur verte sous la nappe du réseau de communications électroniques

Nature du risque		Mesures de prévention			
		Applicable :	EU	EE	ST
Interférence/Co-activité			<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	<p>Dans le cas de situation d'interférence d'un chantier avec celui du distributeur ERDF, la priorité sera donnée à ERDF</p> <p>Pour éviter la Co-activité et/ou pour permettre à ERDF d'effectuer des contrôles, un planning hebdomadaire prévisionnel devra être transmis au chargé d'exploitation du service local de distribution la semaine précédant les travaux avec le lieu exact du chantier, la date, l'heure de début et l'heure de fin</p> <p>En cas de modification du planning de ces plages d'intervention, envoyer un planning modificatif au moins 48h avant ou prévenir par téléphone, y compris en temps réel au 01.81.62.47.01 pour des travaux urgents au sens de la réglementation en vigueur ou pour des travaux courants</p>				
Poteaux ERDF		<input type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST	
		Concernant les appuis communs d'électricité BT/HTA toute ascension ou intervention sur l'ouvrage est exclue en cas d'absence de fixation d'un bandeau de couleur verte sous la nappe du réseau de communications électroniques.			
Poteaux en bois ERDF - Enedis		<input checked="" type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST	
	<p>Toutes interventions effectuées sur un support en bois ERDF devront respecter IPS signée pour le périmètre de l'opération. « <i>Instruction Permanente de Sécurité (IPS), CONTROLER UN SUPPORT BOIS AVANT ASCENSION</i> » annexé à ce plan de prévention (ANNEXE 4)</p> <p>Rappel : Document à détenir sur le lieu de l'opération</p>				
Risque d'irritation, d'infection		<input checked="" type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST	
	<p>Les supports en bois ont subi en usine un traitement préventif par imprégnation avec un produit de préservation.</p> <p>Le marquage sur chaque poteau permet d'identifier le type de produit et la méthode d'imprégnation. Respecter les dispositions « sécurité » identifiées dans la FDS des produits (voir l'annexe 4)</p>				
Poteau traité					



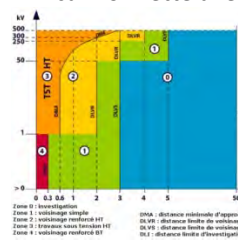
Nature du risque	Mesures de prévention			
	Applicable :			
TRAVAUX SUR POTEAU AUTRE QU'ORANGE ET ERDF	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<div data-bbox="175 512 339 573">OUI</div>  <div data-bbox="169 880 336 954">NON</div> 	<p data-bbox="603 456 1206 562">Interdiction d'ascension des poteaux en bois et utilisation systématique de PEMP / nacelle en binôme sur ce type de support.</p> <div data-bbox="821 568 927 651">  </div> <p data-bbox="596 658 1206 725">Tout travail en hauteur sur poteau autre qu'ORANGE et ERDF doit se faire:</p> <ul data-bbox="647 732 1206 1442" style="list-style-type: none"> ➤ à l'aide d'une nacelle conforme et par des intervenants équipés des équipements de protection individuelle nécessaires (ainsi qu'un harnais dès lors qu'un point d'ancrage est disponible), ➤ en binôme, celui au sol s'assure de la sécurité du chantier ➤ par du personnel formé et ayant les autorisations/habilitations hauteur de son employeur ➤ à l'aide d'un balisage et d'une signalisation de la zone d'évolution de l'engin par des dispositifs appropriés (se référer à l'autorisation de voirie pour toute utilisation d'un véhicule sur la voie publique). <p data-bbox="671 1494 1206 1704">Toute intervention sur poteau autre qu'ORANGE et ERDF ne rassemblant pas les conditions de sécurité décrites (nacelle) est strictement interdite et doit être signalée aux Coordinateurs Sécurité d'DEBITEX TELECOM.</p>			

Concernant les appuis communs d'électricité BT/HTA toute ascension ou intervention sur l'ouvrage est exclue en cas d'absence de fixation d'un bandeau de couleur verte sous la nappe du réseau de communications électroniques

Nature du risque	Mesures de prévention			
	Applicable :	EU	EE	ST
Marquage FDS		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	<p>Type d'imprégnation EC : Sels métalliques VC : Sels métalliques R : Créosote</p> <p>Année de fabrication</p> <p>Effort disponible substance classée cancérogène de catégorie 2 <i>(Substances suspectées d'être cancérogènes pour l'homme)</i> (ex photo A)</p> <p>Hauteur totale</p> <p>Consignes si type R (Créosote) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Utilisation de combinaison et gants jetables Utilisation d'un masque si percement Ne pas être en contact direct avec le produit 			
Travaux en Hauteur		<input type="checkbox"/> EU	<input checked="" type="checkbox"/> EE	<input checked="" type="checkbox"/> ST
	<p>Toute intervention sur les appuis aériens s'effectue conformément à la réglementation travaux en hauteur. Quel que soit le moyen utilisé pour le travail en hauteur, la procédure de contrôle préalable des appuis doit être respectée par le sous-traitant.</p> <p>Il est possible d'utiliser une échelle sous certaines conditions:</p> <ol style="list-style-type: none"> En cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs (type nacelle) Si ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas de caractère répétitif <p><u>Exemple :</u> En cas de raccordement client ou de SAV ponctuel</p> <p>Dans les deux cas, les intervenants seront formés, habilités et munis d'EPI hauteur adaptés et l'échelle utilisée devra respecter les normes en vigueur et être adaptée à la situation</p> <p>Utilisation de la nacelle(PEMP), page suivante</p>			

CONSIGNES PARTICULIERES

Concernant les appuis communs d'électricité BT/HTA toute ascension ou intervention sur l'ouvrage est exclue en cas d'absence de fixation d'un bandeau de couleur verte sous la nappe du réseau de communications électroniques

Nature du risque	Mesures de prévention			
	Applicable :	EU	EE	ST
Utilisation NACELLE (PEMP=Plateforme Elévatrice Mobile de Personnes)		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<div><p>Ex : PEMP type 1</p><p>Ex : PEMP type 3</p><p>Ex : PEMP type 2 (3 personnes)</p><p>Ex : camionnette avec nacelle</p></div>		<p>L'engin de chantier sera placé sous l'entière responsabilité de l'entreprise qui possède ou loue le matériel.</p> <p>L'opérateur doit posséder l'autorisation de son employeur pour conduire l'engin.</p> <p>Le chargé de manœuvres sera formé et habilité aux gestes de commandement.</p> <p>La mise en œuvre d'une PEMP (Plateforme Elévatrice Mobile de Personnes) doit dans tous les cas et au minimum se faire :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ A deux personnes pour les types 1 et 3 une manœuvrant la nacelle, à l'intérieur de celle-ci • une seconde, au sol, chargée de veiller au bon fonctionnement de l'opération en fonction du type de la nacelle et d'effectuer les interventions nécessaires à une éventuelle manœuvre de secours.▪ A trois personnes pour le type 2 • le conducteur du porteur • l'opérateur en plateforme • aide aux manœuvres délicates ou en situation d'urgence <p>Dans tous les cas ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Vérifier que les conditions météorologiques sont compatibles avec un travail sur une PEMP (en particulier la vitesse du vent)▪ Vérifier l'état du sol (planéité et résistance)▪ Lire la notice du constructeur pour ses préconisations.▪ Après avoir positionné et stabilisé la PEMP , serrer le frein à main et caler le véhicule (qu'il soit ou non équipé de vérins stabilisateurs) : • au moins une cale sur sol horizontal, • les deux roues avant calées▪ Mettre en place un balisage spécifique autour de l'aire de stationnement et d'évolution de la nacelle et interdire à toute personne étrangère au chantier l'accès à cette zone.▪ Veiller à ce que le poids total du personnel et du matériel embarqués ne soit pas supérieur à la charge d'utilisation de la PEMP▪ Ne jamais travailler à proximité d'une ligne électrique sous tension, sans vous être assuré que les dispositions minimales soient respectées (cf. décret du 8 janvier 1965 art. 179). <p>Ne jamais approcher une partie de la PEMP ou</p>		
Environnement électrique Voir ANNEXE 3				

un outil à une distance inférieure à : • 3 m si tension < à 50000 Volts • 5 m si tension à 50000 Volts

CONSIGNES PARTICULIERES



Nature du risque		Mesures de prévention																	
		Applicable :	EU	EE	ST														
Signalisation temporaire du chantier																			
<div></div>		<ul style="list-style-type: none">• Port du gilet haute visibilité en toutes circonstances.• Prévoir plaque « service » rouges et blanches, tri flash, et bandes rétro réfléchissantes conforme à l'arrêté du 20/01/87 consolidé le 17 juin 2010). Utilisation du gyrophare et des feux de détresse pour mise en place la signalisation en amont du poste d'intervention.• Au moins une personne de l'équipe doit avoir été informée du balisage à mettre en place en fonction des risques.• La mise en place d'une signalisation temporaire modifiant la signalisation permanente de prescription nécessite que l'on soit en possession d'un arrêté de circulation. <table><tr><th rowspan="2">Type de route</th><th colspan="2">Autorités compétentes</th></tr><tr><th>Hors agglomération</th><th>En agglomération</th></tr><tr><td>Route nationale (RN)</td><td>Préfecture</td><td>Mairie</td></tr><tr><td>Route départementale (RD)</td><td>Conseil général</td><td>Mairie</td></tr><tr><td>Voie communale (VC)</td><td>Mairie</td><td>Mairie</td></tr></table> <ul style="list-style-type: none">• Dans le cas où l'arrêté de circulation n'est pas nécessaire, prévoir la mise en place d'un balisage d'approche information aux usagers sur la situation qu'ils vont rencontrer et un balisage de position (délimitation de chantier) au niveau des zones de travail. La mise en place de protections collectives se fera selon les règles du SETRA (http://dtrf.setra.developpement-durable.gouv.fr ou le guide de la signalisation temporaire de l'OPPBTP (Rubalise interdite, balisage par cônes interdit, chaînes, barrières, AK5, K8, K5a.....) sur toutes les zones de travail. Bien signaler toute déviation de piéton et protéger le parcours dévié.• Stationner, sur des emplacements réservés à cet effet. Dans le cas contraire, obtenir un permis de stationnement. Ne pas stationner sur la voie publique si celle-ci ne dispose pas de plusieurs voies de circulation, interdiction de basculer la circulation sur une voie de circulation en sens inverse. Baliser le véhicule et la zone de travail (K5a ou équivalent, K8 et AK5.....).				Type de route	Autorités compétentes		Hors agglomération	En agglomération	Route nationale (RN)	Préfecture	Mairie	Route départementale (RD)	Conseil général	Mairie	Voie communale (VC)	Mairie	Mairie
Type de route	Autorités compétentes																		
	Hors agglomération	En agglomération																	
Route nationale (RN)	Préfecture	Mairie																	
Route départementale (RD)	Conseil général	Mairie																	
Voie communale (VC)	Mairie	Mairie																	

RAPPEL DES OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

- Toutes les consignes et mesures de prévention du présent plan de prévention s'adressent à l'Entreprise Extérieure Intervenante et à l'ensemble de ses sous-traitants
- Le plan de prévention et tous les documents associés doivent être détenus sur les lieux de travail et à disposition des organismes compétents.
- L'Entreprise Extérieure Intervenante s'engage à décliner toutes les consignes et mesures de prévention décrites dans le plan de prévention
- L'Entreprise Extérieure Intervenante atteste sur l'honneur que les prestations qu'elle effectue elle-même ou effectuées par ses sous-traitants sont réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard de la législation en vigueur.
- L'Entreprise Extérieure Intervenante déclare employer du personnel compétent et disposant de toutes les habilitations nécessaires pour les travaux à effectuer.
- L'Entreprise Extérieure Intervenante doit déclarer ses sous-traitants à DEBITEX TELECOM, les faire agréer et leur fournir une garantie de paiement (Loi du 31 décembre 1975).

ORGANISATION DES SECOURS

En cas d'accident : APPELER IMMEDIATEMENT LES SECOURS



SAMU

15

SECOURS

112

POMPIERS

18

Téléphone portable détenu obligatoirement sur soi pendant la durée du chantier

Une trousse de secours doit être présente sur le chantier



Le Responsable sur le site informera immédiatement le CS de DEBITEX TELECOM de la région concernée.

Coordonnées du CS :

Visite d'inspection commune préalable




Les mesures arrêtées sur ce plan ne doivent pas empêcher les chefs d'entreprises intervenantes de prendre les mesures complémentaires de nature à assurer la protection de leurs salariés ou des tiers.

Date et lieu de l'inspection commune préalable faite par l'entreprise utilisatrice (EU) :

Date :

Lieu :

Points généraux évoqués pour l'ensemble des entreprises réalisatrices :

-  Accès aux installations et aux lieux d'intervention
-  Consignes générales (premier secours, incendie...)
-  Lecture du Plan de Prévention

Souterrains ☐ **Aériens** ☐

FAIT ☐

FAIT ☐

CHSCT EU : DEBITEX TELECOM		CHSCT EE	
Date :	Date :	NOM et SIGNATURE :	NOM et SIGNATURE :
FAVORABLE <input type="checkbox"/>	DEFAVORABLE <input type="checkbox"/>	FAVORABLE <input type="checkbox"/>	DEFAVORABLE <input type="checkbox"/>
Commentaire		Commentaire	
ENTREPRISE UTILISATRICE - DEBITEX TELECOM Date : Nom et Signature :		ENTREPRISE EXTERIEURE - XXXXX Date : Société : Nom et Signature :	
INVITES ENTREPRISE UTILISATRICE (DONNEUR D'ORDRE)			
Nom et Signature : Nom et Signature : Nom et Signature :			

Visite d'inspection commune préalable

SOUS-TRAITANT [1]

Je certifie que l'inspection commune préalable a été réalisée en ma présence et que je dispose à cette fin de la délégation de mon employeur

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

SOUS-TRAITANT [2]

Je certifie que l'inspection commune préalable a été réalisée en ma présence et que je dispose à cette fin de la délégation de mon employeur

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

SOUS-TRAITANT [3]

Je certifie que l'inspection commune préalable a été réalisée en ma présence et que je dispose à cette fin de la délégation de mon employeur

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

SOUS-TRAITANT [4]

Je certifie que l'inspection commune préalable a été réalisée en ma présence et que je dispose à cette fin de la délégation de mon employeur

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

SOUS-TRAITANT [5]

Je certifie que l'inspection commune préalable a été réalisée en ma présence et que je dispose à cette fin de la délégation de mon employeur

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

ANNEXE 1

Classement sécurité des sites

Avant tout déplacement sur un site technique, le collaborateur doit au **préalable s'assurer du classement sécurité du site** (4 niveaux). Cette information est disponible dans l'extraction hebdomadaire transmise par mail.

Seuls les sites **VERTS** ou **BLEUS** sont accessibles aux collaborateurs disposant d'une habilitation hauteur « Accès Terrasses ». L'accès à un site classé **ORANGE** est soumis à l'avis du Coordinateur Sécurité.

ROUGE Site **interdit** d'accès car sans aucun moyen de prévention ou sur lequel les moyens de prévention sont inadaptés ou laissent persister un risque **MAJEUR**.

ORANGE Site sur lequel les moyens de prévention laissent persister un ou plusieurs risques mineurs et demandant donc des **connaissances ou des moyens spécifiques** de prévention.

VERT Site sur lequel les moyens de prévention sont adaptés.

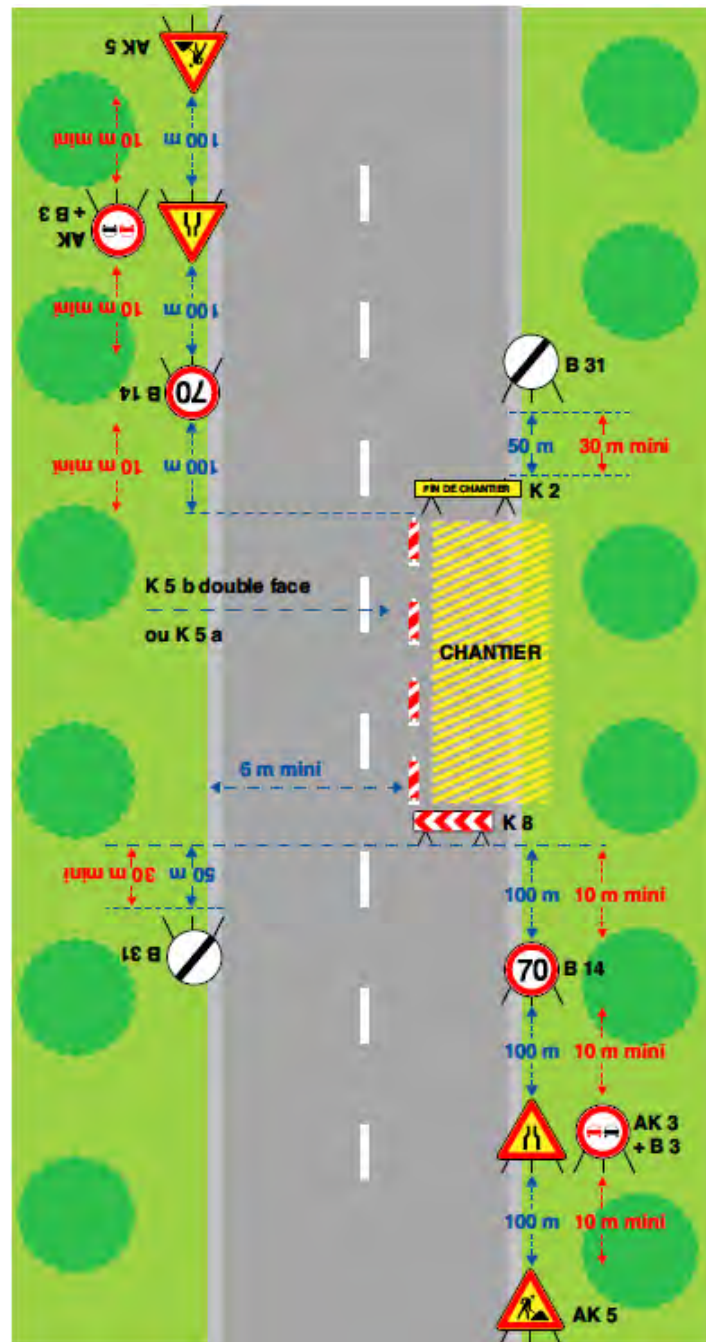
BLEU Site sur lequel les équipements NC NUMERICABLE sont installés sur un support ou dans un local n'appartenant pas à NC NUMERICABLE (ex: sites TDF, ORANGE, BOUYGUES...) et pour lequel les moyens de prévention sont adaptés aux spécifications du propriétaire du site et à la réglementation. L'intervention se fait sous couvert d'un Plan de Prévention (PP) rédigé par et avec le propriétaire.



En cas de difficulté pour récupérer ou comprendre l'information, faire une demande auprès du Coordinateur Sécurité qui jugera de la faisabilité de l'intervention en fonction de la nature de l'intervention, de la particularité du site technique et de l'équipement du collaborateur en EPI nécessaires.

ANNEXE 2

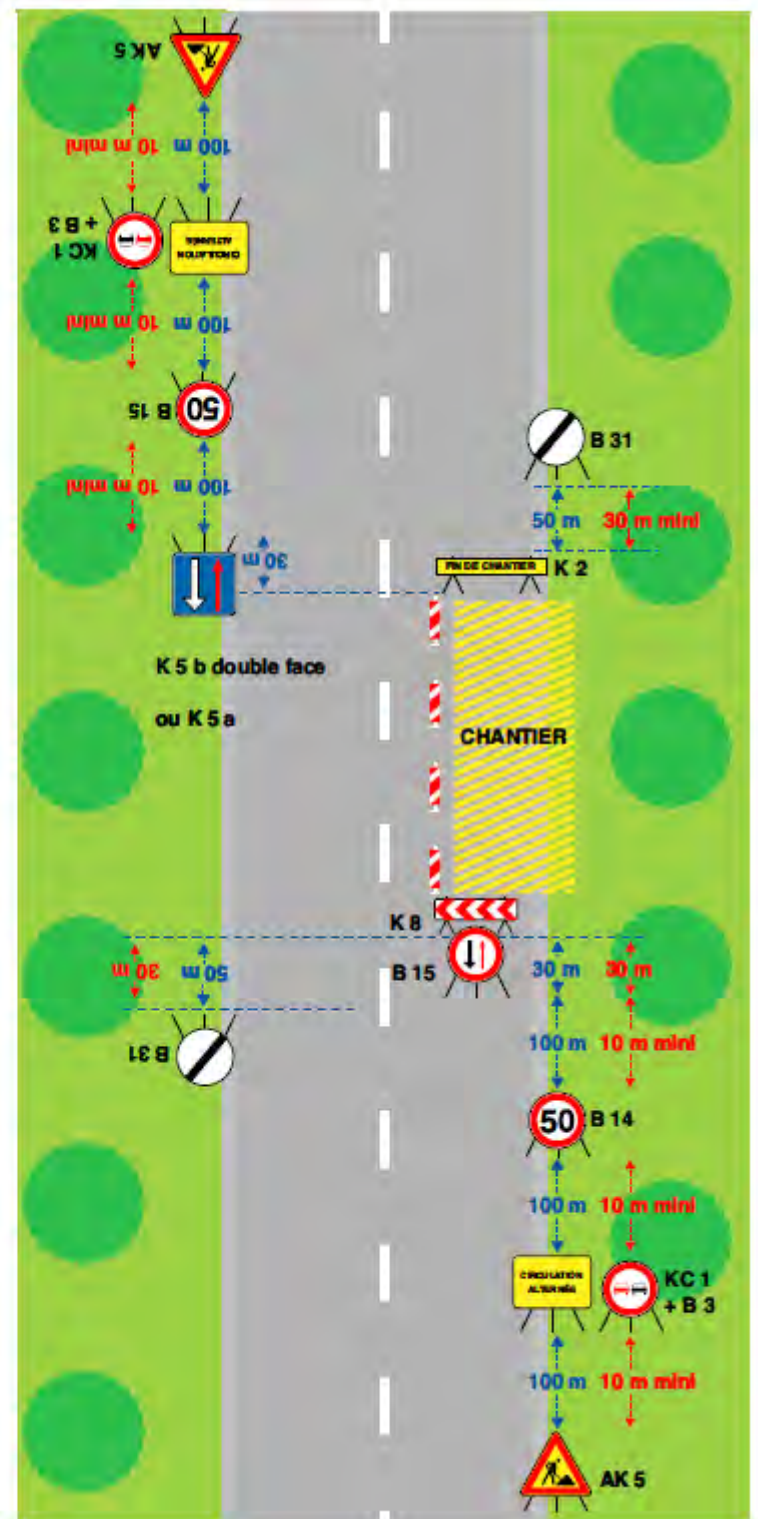
Signalisation Temporaire du chantier fixe avec fort empiètement sur la chaussée Route à 2 voies



- Hors agglomération
- Agglomération

Exemples de chantiers :
installation de bordures/plaques
d'égouts, réfection parcellaire
de la voirie, etc.

Chantier fixe avec neutralisation d'une voie et alternat avec sens prioritaire.



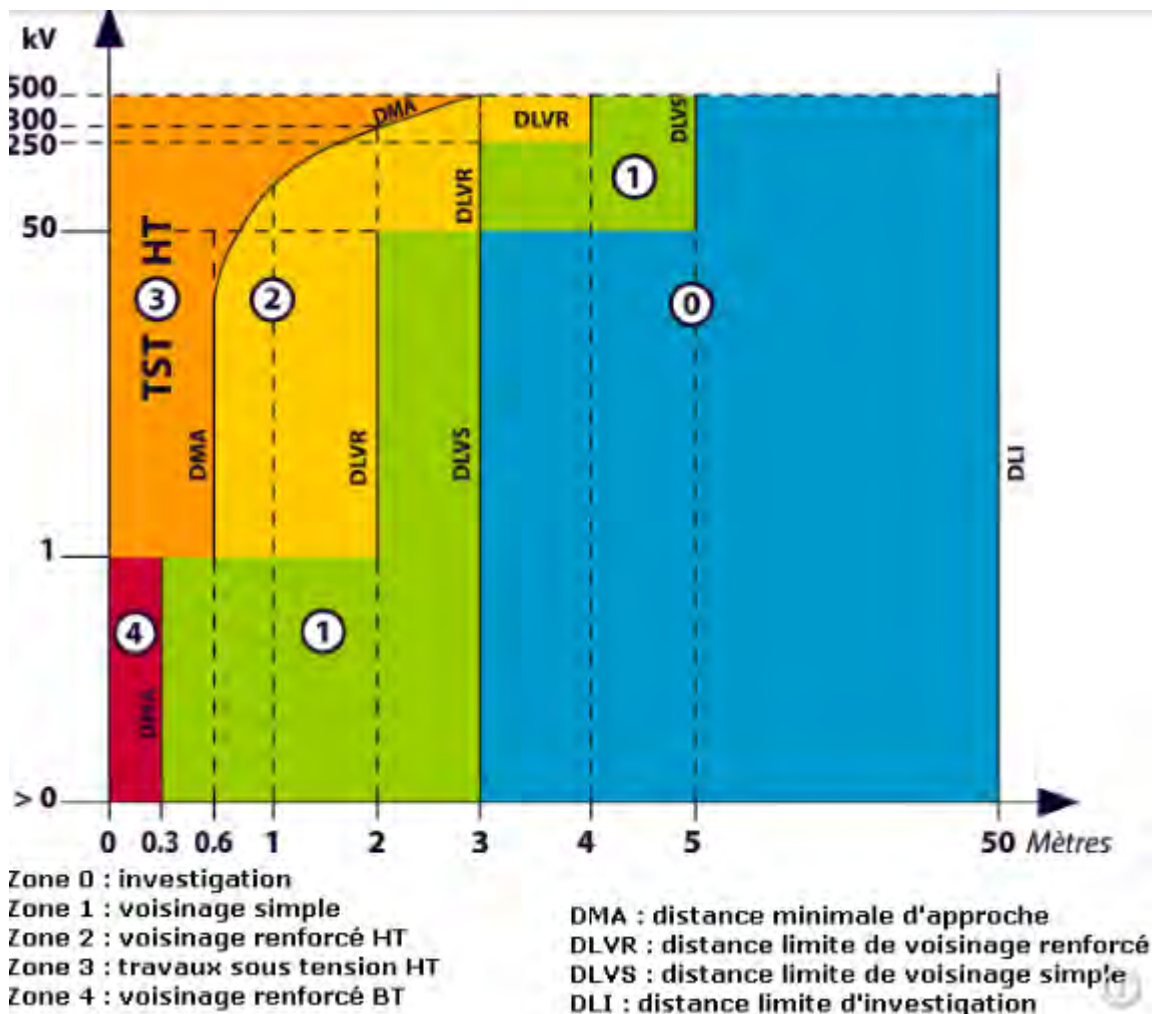
• Hors agglomération
si limitation à proximité du chantier
prévue à 50 km/h, prévoir 100 m
en amont un panneau à 70 km/h.

• Agglomération
limitation à 50 km/h inutile, prévoir
30 km/h si danger particulier.

Exemples de chantiers : installation de bordures/plaques
d'égouts, réfection
parcellaire de la voirie, etc.

ANNEXE 3

Zone environnement électrique



Pour des lignes aériennes en conducteurs nus, les distances de voisinage sont de 3 m en dessous de 50 kV (50KV=50 000 Volt) et 5 m au-dessus de 50 kV

SUITE ANNEXE 3

Zone environnement électrique (Habilitation)

Habilitation du personnel	OPERATIONS		
	TRAVAUX		Intervention BT et TBT
	Hors tension	Voisinage	
Non électricien	B0 ou H0	H0V	
Exécutant électricien	B1 ou H1	B1V ou H1V	
Chargé d'intervention d'entretien et dépannage			BR
Chargé d'intervention de remplacement et raccordement			BS
Chargé de travaux	B2 ou H2	B2V ou H2V	
Chargé de consignation	BC ou HC		
Chargé d'opération spécifique	BX ou HX		
Essai Mesurage Vérification Manoeuvre		BE ou HE	

ANNEXE 4



Instruction Permanente de Sécurité (IPS) CONTROLLER UN SUPPORT BOIS AVANT ASCENSION (VERSION NATIONALE V3 - VALIDÉE LE 1ER MARS 2016)

1. DOMAINE d'APPLICATION

La présente IPS s'applique à toute opération sur le réseau aérien BT ou HTA nécessitant l'ascension de support(s) bois au moyen d'échelle(s) ou de grimpettes, à défaut de pouvoir recourir à des équipements assurant une protection collective contre les chutes de hauteur.

Il est rappelé que l'utilisation d'une plateforme élévatrice mobile de personnes ou d'un équipement assurant une protection collective contre les chutes de hauteur sont les moyens d'intervention à privilégier. Si ces moyens ne peuvent pas être mis en œuvre, l'ascension se fait au moyen d'échelles ou de grimpettes.

L'IPS précise les dispositions à respecter pour s'assurer de l'intégrité du support bois avant toute ascension.

Aucun support bois ne peut être ascensionné sans contrôle préalable de son état.

Les opérations suivantes sont interdites :

- l'ascension de supports bois, implantés dans des plots ou massifs hors sol, qui desservent un ouvrage d'alimentation provisoire ;
- l'ascension d'un support bois comportant une RAS au moyen de grimpettes ;
- l'ascension d'un support bois par deux techniciens positionnés sur une même échelle.

La mise à jour de l'IPS résulte de l'augmentation des anomalies affectant les supports en bois traités avec des sels métalliques cuivre-chrome dans la période comprise entre 2006 et 2013.

2. CONDITIONS D'EXECUTION DES OPERATIONS

L'opérateur possède un ordre de travail (ponctuel ou permanent) et porte les équipements de protection individuelle (EPI) selon les prescriptions de son employeur.

Amené à réaliser des travaux temporaires en hauteur, il est équipé des EPI antichute (harnais antichute, système de liaison muni d'un antichute - à rappel automatique ou mobile sur support ou d'un absorbeur).

Il ne peut pas être laissé seul. Comme pour tous les travaux en hauteur, un second opérateur au sol doit pouvoir alerter et engager les secours en tant que de besoin.

L'ascension d'un support bois est obligatoirement précédée par les opérations de contrôle définies au paragraphe 5.

3. CONDITIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Chaque opérateur est formé aux travaux en hauteur sur les réseaux BT et/ou HTA et suit, chaque année, un recyclage au sauvetage d'un technicien en difficulté en haut d'un support.

Il est titulaire d'une aptitude médicale aux travaux en hauteur, délivrée par le médecin du travail.

Il est également formé au risque électrique, habilité et recyclé selon les dispositions du Carnet de Prescriptions au Personnel Prévention du Risque Electrique (UTE C18-510-1) dans le domaine de tension de l'ouvrage concerné. Il dispose du titre d'habilitation approprié en regard des opérations électriques qu'il réalise dans le cadre de l'ascension du support considéré.

Chaque opérateur est porteur de la présente IPS.

Instruction Permanente de Sécurité (IPS)

CONTROLLER UN SUPPORT BOIS AVANT ASCENSION

(VERSION NATIONALE V3 - VALIDÉE LE 1ER MARS 2016)

4. CONDITIONS RELATIVES AU MATERIEL ET A L'OUTILLAGE

Pour s'assurer de l'intégrité du support bois à ascensionner, l'opérateur utilise différents outils tels qu'une massette, un poinçon ou une pointe carrée.

Il peut être amené à compléter le contrôle en utilisant un appareil de type POLUX (ou autre, qualifié par ERDF) et à consolider le support bois au pied et en hauteur avec des dispositifs adaptés.

5. MESURES DE PREVENTION A APPLIQUER

a. Contrôle de l'état du support

Avant toute ascension, l'opérateur procède au contrôle préalable de l'état du support. Pour les supports bois, le contrôle, d'abord visuel, du bon état de la partie hors sol du support jusqu'à l'armement et aux isolateurs, est **obligatoirement complété** par les quatre examens suivants :

1. la vérification de la bonne implantation du support par le contrôle de la hauteur de la plaque d'identification par rapport au sol ; cette hauteur Hpl est donnée par la formule : $Hpl = 3,5 - (H_{poteau}/10 + 0,5)$ (en mètres). Par exemple, la plaque doit être à 2 mètres au-dessus du sol pour un poteau d'une longueur de 10 mètres ;
2. la vérification au son selon la procédure suivante :
 - dégager le pied du support de toute végétation,
 - décaisser le pied du support sur une profondeur minimale de 15 à 20 cm,
 - frapper le pied du support par percussion à intervalles réguliers tout autour du support, au moyen d'une massette, depuis la plaque d'identification jusqu'à la partie décaissée sous la ligne de sol.

Un son mat et sourd est caractéristique d'un support attaqué par la pourriture (défaut majeur) ;

3. la vérification de la consistance du bois au moyen d'un poinçon ou d'une pointe carrée que l'on tente d'enfoncer manuellement dans le bois, en particulier dans les fentes et en biais en dessous et tout autour de la ligne de sol. **Une pénétration facile du poinçon ou de la pointe traduit un défaut majeur ;**
4. la vérification du bridage du support bois, lorsque celui-ci est fixé sur un socle béton, et l'examen de l'état de corrosion des fixations. **Une corrosion en profondeur des fixations constitue un défaut majeur.**

Ce contrôle pourra être complété par l'utilisation d'un appareil de type POLUX (ou autre, qualifié par ERDF).

b. Cas particuliers suite au contrôle

1. **Si le support est mal implanté ou jugé en mauvais état après l'examen, son ascension est interdite.** C'est le cas en particulier pour les supports bois lorsque les sons obtenus sont nettement différents entre deux parties du fût ou lorsque le poinçon (ou la pointe carrée) pénètre facilement jusqu'au cœur du support, dans une fente ou sous la ligne de sol ;
2. **Si le support est très partiellement dégradé, ou s'il y a un doute sur sa solidité, l'opérateur le consolide avant toute ascension en mettant en place un haubaneur GORSE (complet et contrôlé) et en renforçant le pied du support** (par enfoncement de crayons et amarrage de ceux-ci autour du poteau avec des cordes ou du feuillard) ; **l'ascension ne peut alors se faire qu'au moyen d'échelles emboîtables ou de grimpettes pour limiter l'effort exercé sur le support ;**
3. **Si le support a été fabriqué entre 2006 et 2013 et est imprégné aux sels métalliques, même si le contrôle visuel et les quatre examens de son état se révèlent bons, l'ascension est obligatoirement précédée de la pose d'un haubaneur GORSE (complet et contrôlé) et du renforcement du pied. Elle ne peut alors se faire qu'au moyen d'échelles emboîtables ou de grimpettes pour limiter l'effort exercé sur le support.**

Suite ANNEXE 4



Instruction Permanente de Sécurité (IPS) **CONTROLLER UN SUPPORT BOIS AVANT ASCENSION** **(VERSION NATIONALE V3 - VALIDÉE LE 1ER MARS 2016)**

Dans le cas où le haubaneur Gorse ne peut pas être mis en place (impossibilité de planter les trois crayons nécessaires à l'amarrage des haubans), on utilise un dispositif dans lequel un ou plusieurs haubans sont remplacés par des jambes de force ou par des fourches à poteau, en s'assurant que leurs pieds ne risquent pas de s'enfoncer ou de glisser.

a. Rappels

- La dépose de conducteurs ou la modification de l'état d'équilibre du support nécessitent une préparation particulière pour déterminer les moyens de consolidation à mettre en œuvre pour la reprise des efforts (utilisation d'un dispositif de reprise de tension mécanique) ;
- L'ascension d'un support haubané pour son maintien lors d'une intervention précédente est interdite sans nouveau contrôle. En cas de doute, le dispositif de haubanage présent est remplacé par un haubaneur GORSE (complet et contrôlé) ;
- Dès lors qu'une difficulté ou un événement inattendu survient, l'opérateur suspend les opérations en cours et avise immédiatement sa hiérarchie et le chargé d'exploitation qui décideront, le cas échéant, des nouvelles conditions de réalisation des opérations.

6. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ACCES AUX OUVRAGES

Elles ne sont pas traitées dans la présente IPS.